

Martine PINVILLE

*Charente (4^{ème} circonscription)
Apparentée au groupe socialiste, radical, citoyen
puis apparentée au groupe socialiste, radical, citoyen
et divers gauche*

Élue le 17 juin 2007

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [J.O. du 26 janvier 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [J.O. du 18 avril 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 21, posée le 2 octobre 2007. Démographie. Recensements (J.O. Questions p. 5863). Appelée le 2 octobre 2007. Militaires en casernement, décompte (p. 2469)

n° 334, posée le 10 juin 2008. Urbanisme. Autorisations d'urbanisme (J.O. Questions p. 4773). Appelée le 10 juin 2008. Réglementation, réforme, conséquences (p. 3148)

DÉBATS

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3124)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 3125)

Entreprises : allègement des charges (p. 3125)

Politique sociale : solidarité (p. 3125)

Santé : accès aux soins (p. 3125)

Santé : politique de la santé : zones rurales (p. 3125)

Sécurité sociale : déficit (p. 3125 et s.)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 59 (modulation du montant de l'allocation de rentrée scolaire en fonction de l'âge de l'enfant)

Son intervention (p. 3430)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Son intervention (p. 4956)

Thèmes :

Lois : codification (p. 4956 et s.)

Travail : conseils de prud'hommes (p. 4957)

Travail : code du travail (p. 4956 et s.)

Travail : droit du travail (p. 4956 et s.)

Travail : inspection du travail (p. 4957)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Son intervention (p. 431)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 431 et s.)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 431 et s.)

Emploi : chômage (p. 431 et s.)

Emploi : maisons de l'emploi (p. 432)

Emploi : UNEDIC (p. 432)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 432)

Secteur public : services publics : emploi (p. 431 et s.)

Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 432)

Projet de loi n° 514 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 2008] (p. 916)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 919) : rejetée (p. 922)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination (p. 919 et s.)

Justice : prescription (p. 920)

Justice : action civile (p. 919)

Politiques communautaires : droit communautaire (p. 919 et s.)

Travail : droit du travail : discrimination (p. 919 et s.)

Discussion des articles [25 mars 2008] (p. 941)

Article 1^{er} (définitions)

Son amendement n° 22 (p. 942)

Son sous-amendement n° 54 à l'adt n° 2 rectifié de la commission (p. 942)

Ses amendements n°s 24 et 23 (p. 943)

Article 2 (régime de l'interdiction des discriminations)

Ses amendements n°s 25, 26, 28 et 29 (p. 944 et s.)

Son sous-amendement n° 55 à l'adt n° 6 de la commission (p. 946)

Son sous-amendement n° 56 à l'adt n° 7 de la commission (p. 946)

Son amendement n° 31 (p. 947)

Article 3 (protection contre les rétorsions)

Ses amendements n° 32 et 33 (p. 947 et s.)

Article 4 (aménagement des règles de charge de la preuve en matière de discriminations)

Son amendement n° 34 : adopté (p. 49)

Après l'article 4

Son amendement n° 50 (conditions d'accès au droit d'ester en justice pour les associations de lutte contre les discriminations) (p. 949) : rejeté (p. 950)

Article 6 (régime des discriminations dans le code du travail)

Ses amendements n°s 35 à 37 (p. 950)

Son amendement n° 38 rectifié : adopté (p. 951)

Son amendement n° 39 (p. 951)

Article 7 (mesures de coordination dans le nouveau code du travail)

Ses amendements n°s 40, 42 et 63 (p. 952)

Son amendement n° 64 rectifié : adopté (p. 953)

Son amendement n° 41 (p. 953)

Après l'article 7

Son amendement n° 44 (discrimination dans la fonction publique : faculté pour les associations de lutte contre les discriminations d'ester en justice) : rejeté (p. 953)

Son amendement n° 43 (assimilation, dans la fonction publique, du harcèlement à une discrimination) : rejeté (p. 954)

Article 8 (modification de la liste des discriminations ne donnant pas lieu à des sanctions pénales)

Ses amendements n°s 45, 47 et 48 (p. 954 et s.)

Son amendement n° 46 : adopté (p. 954)

Après l'article 9

Son amendement n° 53 (contestations relatives aux taux d'incapacité permanente dans les professions salariées agricoles : compétence juridictionnelle des tribunaux des affaires de sécurité sociale) : rejeté (p. 955)

Article 10 (coordination)

Son amendement n° 49 (p. 955)

Après l'article 10

Son amendement n° 51 (négociations annuelles dans le cadre de l'entreprise sur des objectifs de lutte contre les discriminations) (p. 955) : rejeté (p. 956)

Son amendement n° 52 (en l'absence d'accord collectif de branche ou d'entreprise, obligation au chef d'entreprise d'informer annuellement le comité d'entreprise de la situation sur les questions de diversité) : rejeté (p. 956)

Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4709)

Thèmes :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE)
(p. 4709)

Emploi : chômeurs (p. 4709)

Emploi : UNEDIC (p. 4709)

Travail : code du travail (p. 4709)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion
--

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [30 septembre 2008]
(p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ;
[7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)**

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son intervention (p. 5299)